



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Corse

Question au Gouvernement n° 3168

Texte de la question

CORSE

M. le président. La parole est à M. Paul Giacobbi, pour le groupe socialiste.

M. Paul Giacobbi. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre, parce que c'est une question d'intérêt national.

Au cours de cette mandature, j'ai malheureusement interpellé souvent le Gouvernement sur la sécurité en Corse. J'ai souligné les carences dans l'organisation et la mise en oeuvre des moyens publics de sécurité et les fautes, pour ne pas dire les forfaitures, qui ont parfois conduit en Corse à protéger la grande criminalité plutôt qu'à la combattre. *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Le Gouvernement soutient qu'il a obtenu des résultats satisfaisants en matière de sécurité dans notre île. C'est encore aujourd'hui le discours surréaliste qui est tenu, en contradiction totale avec la réalité vécue et même les statistiques officielles du ministère de l'intérieur. Je voudrais, mes chers collègues, pouvoir dire le contraire, et j'en remerciais sincèrement le Gouvernement.

Entre 2002 et 2005, le nombre des attentats a augmenté de 73 % par rapport à la période précédente et, de 2005 à 2006, il a augmenté de 38 %, comme l'a souligné récemment le procureur général près la cour d'appel de Bastia.

Les attentats sont plus nombreux, mais aussi plus meurtriers. Les charges explosives qui se mesuraient en centaines de grammes se mesurent aujourd'hui en dizaines de kilos.

Au-delà de cette augmentation exponentielle, les Corses voient chaque jour se resserrer sur leur vie l'étau inexorable de la criminalité, avec son cortège de menaces, d'extorsions et de contraintes.

Monsieur le Premier ministre, au-delà des divergences partisans, personne ne doute ici de votre patriotisme et de vos convictions républicaines. Pouvez-vous aujourd'hui analyser cette évolution de la sécurité dans une île qui a toujours été, en dépit de son éloignement géographique et des violences qui la meurtrissent, proche du coeur de la France et indéfectiblement attachée à la République ? *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste et sur divers bancs du groupe communiste.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

M. Nicolas Sarkozy, *ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire*. Monsieur Giacobbi, je ne comprends pas comment un homme de votre qualité, aussi attaché à la Corse que vous l'êtes, et après que j'ai eu l'honneur d'aller à vingt-deux reprises sur votre île et d'y tenir avec vous d'innombrables réunions de travail, peut tenir de tels propos. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Reprenons les faits si vous le voulez bien.

Lorsque je suis devenu ministre de l'intérieur, la République entière recherchait l'assassin présumé du préfet Érignac. C'était une tache sur la République, c'était une tache pour la Corse. Mon prédécesseur le cherchait en Amérique du Sud...

M. Daniel Vaillant. Mensonge !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. ...nous l'avons trouvé à trente kilomètres d'Ajaccio. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Plusieurs députés du groupe socialiste. Ce n'est pas la question !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Franchement, si vous voulez me faire dire que les choses ont changé, elles ont changé. L'arrestation de l'assassin présumé du préfet Érignac a été un soulagement pour les Corses, qui portaient l'assassinat de ce préfet courageux et la cavale de son assassin présumé comme une lourde responsabilité.

M. Christian Paul. Répondez à la question !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Vous êtes président du conseil général de Haute-Corse. Vous savez mieux que personne, monsieur Giacobbi, combien M. Pieri faisait régner la terreur à Bastia, à Furiani et dans l'ensemble de la Haute-Corse depuis des années. Il est aujourd'hui en prison. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Daniel Vaillant. Il l'était déjà !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Les tribunaux se sont prononcés. Plusieurs députés du groupe socialiste. Répondez à la question !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Nous l'avons interpellé en frappant ce mafieux là où ça fait mal, c'est-à-dire sur le patrimoine, sur les trafics. Là aussi, j'aurais aimé que le travail ait été effectué avant. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Daniel Vaillant. Il avait été fait avant !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Troisième élément, monsieur Giacobbi, l'ensemble des observateurs de la Corse, et vous en êtes, savent bien que jamais, et c'est heureux, le mouvement nationaliste corse n'a été aussi affaibli sous les coups qui lui ont été portés par la police et la gendarmerie.

M. Patrick Lemasle. Voyez les résultats !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Rien que pour l'année 2006, il y a eu 150 interpellations de poseurs de bombes.

D'ailleurs, si les résultats du Gouvernement en Corse avaient été si mauvais, on se demande bien pourquoi les Corses, majoritairement, auraient voté pour Ange Santini et Camille de Rocca Serra aux élections régionales. Qui a trouvé une solution à l'endettement des agriculteurs ? Qui a donné sa chance à l'université de Corte ? Qui a financé le PEI ? Qui est responsable aujourd'hui de la diminution spectaculaire du chômage en Corse ?

Oui, la Corse va mieux. Elle va mieux sur le plan de la sécurité, elle va mieux sur le plan économique, et il y a une chose qui est sûre, c'est que ce n'est pas grâce à vous, monsieur Giacobbi. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs du groupe Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Paul Giacobbi](#)

Circonscription : Haute-Corse (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3168

Rubrique : Collectivités territoriales

Ministère interrogé : intérieur et aménagement du territoire

Ministère attributaire : intérieur et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 janvier 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 janvier 2007